

2025

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1^{er} SEMESTRE

SOMMAIRE

01. Attestation de la personne physique responsable du Rapport financier semestriel.....	p 2
02. Rapport semestriel d'activité.....	p 4
03. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.....	p 11
04. États financiers consolidés.....	p 15

01.

ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT

1^{er} SEMESTRE 2025

Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés, sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'émetteur, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 4 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 08 septembre 2025
Le Directeur général
Frédéric SCHNEIDER



02.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

1^{er} SEMESTRE 2025

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 25 JUILLET 2025**

SOMMAIRE

1. FAITS MARQUANTS
2. ACTIVITE COMMERCIALE A FIN JUIN 2025
3. RESULTATS GROUPE MOBILIZE FINANCIAL SERVICES
4. PERSPECTIVES ET PRINCIPAUX POINTS D'ATTENTION POUR LE
SECOND SEMESTRE

Les données comparatives au 30 juin 2025 s'entendent par rapport au 30 juin 2024 et portent sur une période de 6 mois.

1. FAITS MARQUANTS

- Dans un contexte défavorable de baisse des immatriculations du marché, le premier semestre 2025 est impacté par une légère progression de la part de marché de l'Alliance et la poursuite de l'évolution des taux de marché.

- Diminution du nombre de dossiers VN/VO qui atteint 174 192, en baisse de -17% :
 - Diminution des immatriculations de l'Alliance (-3,8%),
 - Dégradation de la performance commerciale VN (-10,4 pts de TI VN à 41,3%),
 - Amélioration de la performance commerciale VO (+ 1 669 dossiers, soit +3,5%)

- Hausse de la contribution commerciale à 323,2 Meur (+4,3%).

- Progression de +62,3 Meur du résultat avant impôts du Groupe Mobilize Financial Services France à 90,6 Meur à fin juin 2024 (0,96% de l'APM en vision annualisée).

2. ACTIVITE COMMERCIALE A FIN JUIN 2025

Les immatriculations

Le marché automobile toutes marques est en baisse de -8,6% par rapport à fin juin 2024, avec 1,0 million de véhicules vendus.

Dans ce contexte, Renault atteint un volume de 204 065 immatriculations, en diminution de -4,5%. Cette diminution est toutefois moins marquée que celle du marché, et la part de marché progresse de +0,85 point à 19,9%.

Les ventes de Dacia représentent 77 648 immatriculations, stables par rapport à l'année dernière (+0,7%). La part de marché progresse de +0,7 point à 7,6%.

16 961 véhicules Nissan ont été immatriculés depuis le début de l'année, en diminution de -17,5% par rapport à l'année dernière. La part de marché de la marque diminue de -0,2 point à 1,65%.

L'activité du Groupe Mobilize Financial Services France

L'activité du Groupe Mobilize Financial Services France s'analyse comme suit :

▪ En VN Renault,

Le nombre de dossiers financés s'inscrit à 81 977, en diminution de -28,0% par rapport à 2023. Le taux de pénétration sur immatriculations Renault s'établit à 40,2%, en baisse de -13,1 points par rapport au premier semestre 2024. L'activité Entreprises décroît fortement sous l'effet de l'agressivité commerciale de la concurrence, tandis que l'activité Particuliers n'a pas bénéficié cette année des contrats de Leasing social, ce programme n'ayant pas été reconduit sur le début d'année 2025.

- Diac (53 471 dossiers contre 61 189 au 1^{er} semestre 2024)
- Diac Location (28 506 dossiers contre 52 638 au 1^{er} semestre 2024)

- **L'activité VN Dacia** est en diminution de -12,5% avec une baisse de -6,8 points du taux d'intervention VN à 45,5 % à fin juin 2025.
- **En VN Nissan**, les financements sont en baisse de -21,3% avec 6 492 dossiers réglés, pour un taux de pénétration en baisse de -1,9 points à 38,3%.
- **L'activité VO** est en progression de +3,5% par rapport au 1^{er} semestre 2024 avec 48 950 dossiers réglés au 1^{er} semestre 2025.
- Les **financements aux réseaux** affichent un encours productif moyen de 4,1 Mrds (hors affacturage), en augmentation de +5,1% par rapport au 1^{er} semestre 2024.

3. RESULTATS

Groupe Mobilize Financial Services France – Présentation financière

Le résultat avant impôts du Groupe Mobilize Financial Services France s'établit à fin juin 2025 à 90,6 Meur, en progression de +62,4 Meur par rapport à fin juin 2024. Cette évolution s'explique par :

- **Une marge brute hors services (MBHS) en augmentation de +75,3 Meur :**

Essentiellement :

- **la marge brute hors service Clientèle** progresse de +73,4 Meur sous le double effet de l'augmentation des encours Clientèle (+974 Meur, générant un effet volume de +14,6 Meur) et de l'amélioration de la rentabilité moyenne du portefeuille. Les **produits financiers** ont ainsi progressé de 123,0 Meur, malgré une régularisation apportée sur les étalements de primes Diac Location ayant représenté une charge de -2,4 Meur. Les produits financiers représentent 7,52% des encours moyens hors impact de cette correction (+1,3 pt par rapport au premier semestre 2024 en vision annualisée). Dans le même temps, le **coût de refinancement** s'est alourdi de -47,3 Meur pour s'établir à -3,98% des encours en vision annualisée (-0,42 pt par rapport au premier semestre 2024). Les **autres produits de la MBHS** progressent de 1,3 Meur, en lien avec la croissance des encours. Enfin, les **produits nets des placements** diminuent de -3,6 Meur en raison de la dépréciation des Titres Participatifs Diac ;

- **la marge brute hors service Réseau** augmente de +1,8 Meur (+6,0%), portée principalement par la croissance des encours (+199,6 Meur, +5,1%).
- **Une diminution de -17,4 Meur de la marge sur services :**

Essentiellement :

- la fin du contrat de gestion pour compte de la flotte d'entreprise La Poste mi-2024 a entraîné un manque à gagner de -7,1 Meur par rapport au premier semestre 2024 ;
- l'arrêt des écritures d'ajustement manuel sur les Produits Constatés d'Avance (PCA) sur l'entretien Diac Location pour -13,2 Meur ;
- le passage d'une provision de -7,4 Meur au mois de mai pour rétablir un stock de PCA positif ;
- le versement d'un rattrapage de commissions Malte au titre des années antérieures pour un impact net de +4,2 Meur par rapport au premier semestre 2024 ;
- la progression des participations bénéficiaires pour +7,4 Meur, la participation bénéficiaire Axa n'ayant pas été comptabilisée en juin 2024 en l'absence de communication de l'estimation de leur montant par l'assureur.

- **Autres du PNB en baisse de -12,6 Meur :**

Essentiellement :

- une diminution de -5,0 Meur due à la comptabilisation d'une prime de volume Diac Location de 5,0 Meur en 2024, non reconduite en 2025 ;
- une diminution du résultat net de cession pour -9,9 Meur ;
- ces effets négatifs étant partiellement compensés par une augmentation des indemnités d'assurances et autres postes (+2,6 Meur).

- **Des coûts de distribution en évolution défavorable de -4,9 Meur :**

Essentiellement :

- Des coûts de distribution étalables en augmentation de -6,9 Meur, dont -13,3 Meur lié à l'augmentation des encours, et +6,1 Meur générés par une régularisation sur l'étalement des coûts de distribution Diac Location ;
- une diminution de +2,0 Meur des coûts de distribution non étalables liée à la charge supportée en 2024 en lien avec le Leasing Electrique, ce programme du gouvernement n'ayant pas été reconduit sur le premier semestre 2025.

- **Un coût du risque en amélioration de +14,5 Meur :**

1) Activité clientèle : effet favorable de +18,6 Meur :

Essentiellement :

- la mise à jour du forward looking statistique : +23,4 Meur (reprise de 15,9 Meur au premier semestre 2025 contre une dotation de -7,5 Meur au premier semestre 2024) ;
- la mise à jour du forward looking sectoriel : -7,3 Meur (dotation de -1,9 Meur au premier semestre 2025 contre une reprise de +5,4 Meur au premier semestre 2024).

2) Activité Financement réseaux : effet défavorable de -4,1 Meur :

Essentiellement :

- l'augmentation du provisionnement sur le groupe Gemy en raison de son passage en défaut en décembre 2024 : -5,1 Meur ;
- l'augmentation du provisionnement sur le groupe Deffeuille, passé en pre-warning au premier semestre 2025 : -0,4 Meur ;
- la mise en place au premier semestre 2025 d'une dotation sur le forward looking sectoriel en raison d'une dégradation de l'environnement de marché automobile, le forward looking sectoriel n'ayant auparavant pas donné lieu à provisionnement sur l'activité Réseau : -0,9 Meur ;
- la mise à jour du forward looking statistique : +2,3 Meur (reprise de 0,1 Meur au premier semestre 2025, contre une dotation de -2,2 Meur au premier semestre 2024).

- **Des frais de fonctionnement en évolution favorable de +7,3 Meur** qui s'explique par une évolution combinée :

- Frais de personnel -2,6 Meur, dont :
 - -1,4 Meur sur le poste participation et intéressement, l'année 2024 ayant été impactée favorablement par une reprise de provision au titre de l'année 2023 ;
 - -1,4 Meur sur le Shareplan en raison d'un rythme de mensualisation différent entre 2024 et 2025 ;

- Frais administratifs +7,8 Meur, essentiellement en lien avec le changement du schéma de refacturation des frais de siège LeaseCo Holding (-5,7 Meur) ;
- Impôts et taxes +2,1 Meur dont +1,9 Meur sur la C3S dont la charge 2024 s'est avérée inférieure au montant qui avait été provisionné, donnant lieu à une reprise de provision et à une révision à la baisse du rythme de provisionnement par rapport à l'année dernière.

4. PERSPECTIVES ET PRINCIPAUX POINTS D'ATTENTION DU SECOND SEMESTRE

Le premier semestre 2025 s'est déroulé dans un contexte de marché automobile en dégradation, et de tendance baissière sur les taux de marché malgré une certaine volatilité liée aux incertitudes quant à l'environnement international. Dans ce marché, la part de marché de l'Alliance est en légère progression, soutenue notamment par les lancements récents des véhicules électriques R4 et R5.

Le nouveau programme de leasing social qui doit être mis en place par le gouvernement au second semestre contribuera à renforcer encore davantage les volumes sur les modèles électriques de la gamme.

Afin de sécuriser le positionnement de l'ensemble de la gamme véhicules, il conviendra de poursuivre sur le second semestre les actions promotionnelles sur les véhicules neufs et d'occasion engagées au cours du 1^{er} semestre sur les cibles particuliers et artisans commerçants, tout en continuant d'améliorer la performance sur les services associés aux financements.

03.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION FINANCIÈRE
SEMESTRIELLE**

1^{er} SEMESTRE 2025



KPMG SA
Tour Eqho
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



Forvis Mazars SA
Tour Exaltis
61 Rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

DIAC S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2025

Période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2025

DIAC S.A.

14 Avenue du Pavé Neuf 93160 Noisy-Le-Grand

Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Forvis Mazars SA
Société Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes à Directoire et Conseil de Surveillance
61, rue Henri Regnault – 92400 Courbevoie
Capital social de 8 320 000 euros – RCS
Nanterre N° 784 824 153



KPMG SA
Tour Eqho
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



Forvis Mazars SA
Tour Exaltis
61 Rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

DIAC S.A.
14 Avenue du Pavé Neuf 93160 Noisy-Le-Grand
RCS de Bobigny : 702 002 221

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2025

Période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2025

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société DIAC S.A., relatifs à la période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.



II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels condensés.

Paris La Défense, le 31 Juillet 2025

KPMG SA

Paris La Défense, le 31 Juillet 2025

Forvis Mazars SA

Ulrich Sarfati

Associé

Anne Veaute

Associée

04.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1^{er} SEMESTRE 2025

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	17
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES19
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	20
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	21
APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS	21
FAITS MARQUANTS	21
REGLES ET METHODES COMPTABLES	21
ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER	24
NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	26

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - En millions d'euros	Notes	06/2025	12/2024
Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit	2	4 926	4 688
Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle	3 et 4	20 448	20 134
Actifs d'impôts courants	5	34	35
Actifs d'impôts différés	5	3	4
Créances fiscales hors impôts courants	5	166	176
Comptes de régularisation et actifs divers	5	488	542
Opérations de location opérationnelle	3 et 4	430	303
Immobilisations corporelles et incorporelles		15	16
TOTAL ACTIF		26 510	25 898

PASSIF - En millions d'euros	Notes	06/2025	12/2024
Dettes envers les établissements de crédit	6.1	17 663	17 273
Dettes envers la clientèle	6.2	98	107
Dettes représentées par un titre	6.3	4 389	4 417
Passifs d'impôts courants	7	6	0
Passifs d'impôts différés	7	451	442
Dettes fiscales hors impôts courants	7	8	6
Comptes de régularisation et passifs divers	7	599	557
Provisions	8	51	54
Dettes subordonnées	10	381	243
Capitaux propres		2 864	2 799
- Dont capitaux propres part du groupe		2 864	2 799
Capital souscrit et réserves liées		415	415
Réserves consolidées et autres		2 395	2 242
Gains ou pertes latents		(9)	(11)
Résultat de l'exercice		63	153
TOTAL PASSIF		26 510	25 898

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	06/2025	06/2024	12/2024
Intérêts et produits assimilés	16	638	566	1 177
Intérêts et charges assimilées	17	(488)	(489)	(1 001)
Commissions (Produits)	18	142	195	349
Commissions (Charges)	18	(66)	(102)	(172)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		(1)	2	2
Produits des autres activités	19	100	100	226
Charges des autres activités	19	(97)	(85)	(181)
PRODUIT NET BANCAIRE		228	187	400
Charges générales d'exploitation	20	(96)	(104)	(190)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(3)	(3)	(4)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		129	80	206
Coût du risque	21	(38)	(52)	(75)
RESULTAT D'EXPLOITATION		91	28	131
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés		0	0	
RESULTAT AVANT IMPOTS		91	28	131
Impôts sur les bénéfices	22	(28)	25	22
RESULTAT NET		63	53	153
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		0	0	
Dont part des actionnaires de la société mère		63	53	153
Résultat net par action (1) et en euros		0,65	0,55	1,59
Résultat net dilué par action et en euros		0,65	0,55	1,59

(1) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2025	06/2024	12/2024
RESULTAT NET	63	53	153
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi	2	1	(7)
<i>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>2</i>	<i>1</i>	<i>(7)</i>
Autres éléments du résultat global	2	1	(7)
RESULTAT GLOBAL	65	54	146
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	0	0	
Dont part des actionnaires de la société mère	65	54	146

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital (1)	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Gains ou pertes latents ou différés	Résultat net (Part des actionnaires de la société mère)	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2023	415	0	2 085	0	(4)	157	2 653
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					1		1
Résultat de la période avant affectation						53	53
Résultat global de la période					1	53	54
Affectation du résultat de l'exercice précédent			157			(157)	
Effet des variations de périmètre et autres			1				1
Capitaux propres au 30 juin 2024	415	0	2 243	0	(3)	53	2 708
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					(8)		(8)
Résultat de la période avant affectation						100	100
Résultat global de la période					(8)	100	92
Effet des variations de périmètre et autres			(1)				(1)
Capitaux propres au 31 décembre 2024	415	0	2 242	0	(11)	153	2 799
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					2		2
Résultat de la période avant affectation						63	63
Résultat global de la période					2	63	65
Affectation du résultat de l'exercice précédent			153			(153)	
Capitaux propres au 30 juin 2025	415	0	2 395	0	(9)	63	2 864

(1) A fin juin 2025, le capital social de DIAC S.A. de 415 100 500 euros est composé de 96 535 000 actions de 4,30 euros entièrement libérées et détenues par RCI Banque S.A.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	06/2025	06/2024	12/2024
Résultat net	63	53	153
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3	3	4
Dotations nettes aux provisions	19	28	33
Produits et charges d'impôts différés	8	(39)	(46)
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	0	(3)	(1)
Capacité d'autofinancement	93	42	143
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	135	(41)	46
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	165	(52)	36
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(82)	431	1 602
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	13	136	75
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	(95)	295	1 527
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(470)	(1 652)	(1 936)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	(461)	(1 661)	(1 961)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	(9)	9	25
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(19)	(210)	(66)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	(40)	(269)	(265)
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	21	59	199
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(571)	(1 431)	(400)
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	(343)	(1 430)	(211)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1)	(2)	(4)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(1)	(2)	(4)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	135	0	228
- Remboursement d'instruments de capital et emprunts subordonnés	135	0	228
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	135	0	228
Effet des var. des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	2	(2)	0
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	(207)	(1 434)	13
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	(64)	(77)	(77)
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(64)	(77)	(77)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	(271)	(1 511)	(64)
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	600	319	350
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(871)	(1 830)	(414)
Variation de la trésorerie nette	(207)	(1 434)	13

La ligne « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est composée d'opérations au jour le jour et de dépôts à vue. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 2 et 6.1.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les états financiers consolidés condensés semestriels du groupe Mobilize Financial Services France sont constitués de DIAC S.A., société mère, sa filiale DIAC Location S.A. et ses fonds communs de titrisation.

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe Mobilize Financial Services France au 30 juin 2025 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 25 juillet 2025 qui a autorisé leur publication.

Les comptes consolidés du groupe Mobilize Financial Services France, pour l'année 2024, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 6 mars 2025 et approuvés à l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 mai 2025.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros (M€) sauf indication contraire.

2. FAITS MARQUANTS

Néant

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2025 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2024.

Les états financiers du groupe Mobilize Financial Services France arrêtés au 30 juin 2025 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) et selon la recommandation de l'ANC 2022-01 au 30 juin 2025 et tel qu'adopté dans l'Union Européenne à la date de clôture des comptes. A l'exception des changements mentionnés ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2024.

A. Evolutions des principes comptables

Le groupe Mobilize Financial Services France applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union Européenne d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2025.

Nouveaux textes d'application obligatoire en 2025

Amendement IAS 21	Absence de convertibilité
-------------------	---------------------------

L'application de cet amendement n'a pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

Nouveaux textes non appliqués par anticipation par le Groupe

Nouvelles normes et amendements IFRS non appliqués par anticipation par le Groupe		Date d'application selon l'IASB
Amendement IFRS 9 / IFRS 7	Classement et évaluation des instruments financiers	1 ^{er} janvier 2026
Amendement IFRS 9 / IFRS 7	Contrats faisant référence à l'électricité produite à partir de sources naturelles	1er janvier 2026

Le Groupe n'anticipe à ce stade aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application de ces amendements.

Autres normes et amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

Par ailleurs l'IASB a publié de nouvelles normes et amendements non adoptés à ce jour par l'Union Européenne.

Nouvelles normes et amendements IFRS non adoptés par l'Union Européenne		Date d'application selon l'IASB
IFRS 18	Présentation et informations à fournir dans les états financiers	1er janvier 2027

Le Groupe étudie actuellement les impacts de la première application de la norme IFRS 18.

B. Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, le groupe Mobilize Financial Services France doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges. Le groupe Mobilize Financial Services France revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et d'autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

La valeur recouvrable des créances sur la clientèle et les provisions sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements (note 4 - Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité et note 21 - Cout du risque par catégorie de clientèle).

Des impacts macroéconomiques ont été intégrés dans les hypothèses utilisées pour les tests de dépréciation (IAS 36) et dans les modèles de pertes attendues sur les actifs financiers (IFRS 9).

L'environnement macro-économique du premier semestre 2025 a été marqué par une volatilité des marchés financiers en raison des tensions commerciales et géopolitiques. L'évolution modérée de l'inflation dans les principales économies avancées, bien qu'hétérogène, a permis d'initier un cycle d'assouplissement monétaire progressif. (Cf. note 6 - « Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre »)

La banque reste attentive à l'évolution de l'environnement réglementaire et économique, notamment en matière de durabilité, et adapte sa stratégie en conséquence.

3. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque SA, qui assure la plus grande partie du refinancement du groupe Mobilize Financial Services France, maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

La liquidité du groupe Mobilize Financial Service France est gérée en central par RCI Banque SA.

Le groupe Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité.

Sur le marché obligataire, le groupe se finance sur des maturités allant de 3 à 8 ans sur le marché en euro. Cette diversification des offres permet de toucher divers types d'investisseurs.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Enfin, l'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité RCI Banque SA prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **Appétit pour le risque :** Cet élément est défini par le Comité des risques du Conseil d'administration.
- **Refinancement :** Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement.
- **Réserve de liquidité :** L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité financier.
- **Prix de transfert :** Le refinancement des entités européennes du groupe est principalement assuré par la Trésorerie groupe qui centralise la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification.
- **Scénarios de stress :** Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts et de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses retenues concernant les sorties de dépôts en situation de stress sont volontairement conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers afin d'en assurer la robustesse.
- **Plan d'urgence :** Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

Risque de crédit

Au sein du Groupe Mobilize Financial Services France, sont comptabilisés en encours sains (ou performants), les encours classés en bucket 1 et en bucket 2 et en encours douteux (ou non performants), les encours classés en bucket 3.

La qualité de portefeuille crédit s'est maintenue par rapport au 31 décembre 2024 avec des encours clientèle (hors Réseau) en défaut à 3,1% des encours totaux clientèle (hors Réseau) au 30 juin 2025. Les encours en défaut ont observé la même croissance que l'encours total depuis décembre 2024.

Respect des ratios prudentiels bancaires

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français la Directive (UE) 2024/1619 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CRD VI) et le règlement (UE) 2024/1623, le groupe Mobilize Financial Services France est soumis au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan (ratio de levier).

Au 30 juin 2025, les ratios calculés confirment le respect des exigences réglementaires.

Rentabilité

Le groupe Mobilize Financial Services France revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité.

Gouvernance

Les comités risques et reporting suivent systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée du groupe MFS France.

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie bancaire résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts à court terme, et des opérations de couverture du risque de taux ou par des produits dérivés.

Ces opérations sont très majoritairement réalisées auprès de la maison mère RCI Banque S.A. Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux des opérations de titrisation par des produits dérivés font l'objet de technique de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), le groupe Mobilize Financial Services investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an.

4. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Le principe de sectorisation est le suivant :

- Clientèle : particuliers, professionnels ou entreprises (financements pour soutenir la vente au client final faite par les réseaux/constructeurs).
- Réseaux : concessionnaires, importateurs des marques Renault, Nissan et Mitsubishi (financements des stocks de véhicules neufs, d'occasion, de pièces de rechange, de véhicules de démonstration, prêts de trésorerie pour soutenir la vente de la production des constructeurs automobiles à leur réseaux de distribution).
- Autres : regroupe principalement les comptes acheteurs et les comptes ordinaires avec les concessionnaires indépendants ainsi qu'avec Renault Group et les marques Nissan et Mitsubishi.

Note 1 : Secteurs opérationnels

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2025
Encours productif moyen	14 583	4 145		18 728
Produit net bancaire	196	32		228
Résultat brut d'exploitation	107	22		129
Résultat d'exploitation	75	16		91
Résultat avant impôts	75	16		91

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2024
Encours productif moyen	13 580	3 945		17 525
Produit net bancaire	157	30		187
Résultat brut d'exploitation	59	21		80
Résultat d'exploitation	9	19		28
Résultat avant impôts	9	19		28

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2024
Encours productif moyen	13 860	4 004		17 864
Produit net bancaire	328	72		400
Résultat brut d'exploitation	153	53		206
Résultat d'exploitation	86	45		131
Résultat avant impôts	86	45		131

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe Mobilize Financial Services France provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe Mobilize Financial Services France tels que présentés aux notes 3 et 4 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Les Actifs Productifs Moyens sont un autre indicateur utilisé pour le suivi des encours. Il correspond aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.

Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin. Pour le réseau il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

1.2 - Segmentation géographique

L'intégralité des opérations du groupe Mobilize Financial Services France est réalisée en France.

Note 2 : Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2025	12/2024
Créances à vue sur les établissements de crédit	600	350
Comptes ordinaires débiteurs	600	350
Créances à terme sur les établissements de crédit	4 326	4 338
Comptes et prêts à terme sains	4 324	4 334
Créances rattachées	2	4
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	4 926	4 688
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>4 329</i>	<i>4 339</i>

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds communs de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 588 M€ au 30 juin 2025 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Note 3 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	06/2025	12/2024
Prêts et créances sur la clientèle	20 448	20 134
Opérations avec la clientèle	7 806	7 960
Opérations de location financière	12 642	12 174
Opérations de location opérationnelle	430	303
Total opérations avec la clientèle et assimilées	20 878	20 437

La valeur brute des encours restructurés par suite de l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 166 M€ au 30 juin 2025 contre 130M€ au 31 décembre 2024. Elle est dépréciée à hauteur de 40 M€ au 30 juin 2025 contre 61 M€ au 31 décembre 2024.

3.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2025	12/2024
Créances sur la clientèle	7 830	7 965
Affacturage sain	289	125
Affacturage dégradé depuis l'origination	134	23
Autres crédits à la clientèle saines	6 385	7 070
Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination	514	186
Comptes ordinaires débiteurs sains	286	350
Créances en défaut	222	211
Créances rattachées sur clientèle	6	7
Autres crédits à la clientèle en non défaut	6	7
Éléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	106	113
Étalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(15)	(15)
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	121	128
Dépréciation des créances sur la clientèle	(136)	(125)
Dépréciation sur créances saines	(16)	(19)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(11)	(11)
Dépréciation des créances en défaut	(109)	(95)
Total net des créances sur la clientèle	7 806	7 960

Les opérations de titrisation n'ont pas pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par les marques Renault, Nissan et Mitsubishi.

3.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2025	12/2024
Créances sur opérations de location financière	12 939	12 465
Crédit-bail et location longue durée contrats sains	11 352	11 023
Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination	1 256	1 141
Créances en défaut	331	301
Créances rattachées sur opérations de location financière	1	1
Crédit-bail et location longue durée en non défaut	1	1
Eléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	(33)	(31)
Etalement des frais de dossiers et divers	31	25
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(409)	(379)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	345	323
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(265)	(261)
Dépréciation sur créances saines	(43)	(51)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(47)	(50)
Dépréciation des créances en défaut	(175)	(160)
Total net des créances sur opérations de location financière	12 642	12 174

3.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	06/2025	12/2024
Immobilisations données en location	425	298
Valeur brute des immobilisations données en location	875	727
Amortissements sur immobilisations données en location	(450)	(429)
Créances sur opérations de location opérationnelle	15	11
Créances saines et dégradées depuis l'origine	14	9
Créances en défaut	3	2
Produits et charges restant à étaler	(2)	
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(10)	(6)
Dépréciation des créances saines ou dégradées depuis l'origine	(1)	
Dépréciation des créances en défaut	(1)	(1)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(8)	(5)
Total net des opérations de location opérationnelle	430	303

Note 4 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2025
Valeur brute	16 024	4 916	349	21 289
Créances saines	13 945	4 520	346	18 811
<i>En % du total des créances</i>	<i>87,0%</i>	<i>91,9%</i>	<i>99,1%</i>	<i>88,4%</i>
Créances dégradées depuis l'origination	1 588	332		1 920
<i>En % du total des créances</i>	<i>9,9%</i>	<i>6,8%</i>		<i>9,0%</i>
Créances en défaut	491	64	3	558
<i>En % du total des créances</i>	<i>3,1%</i>	<i>1,3%</i>	<i>0,9%</i>	<i>2,6%</i>
Dépréciation	(390)	(19)	(2)	(411)
Dépréciation créances saines	(61)	(6)	(1)	(68)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>15,6%</i>	<i>31,6%</i>	<i>50,0%</i>	<i>16,5%</i>
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(57)	(1)		(58)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>14,6%</i>	<i>5,3%</i>		<i>14,1%</i>
Dépréciation créances en défaut	(272)	(12)	(1)	(285)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>69,7%</i>	<i>63,2%</i>	<i>50,0%</i>	<i>69,3%</i>
Taux de couverture	2,4%	0,4%	0,6%	1,9%
Créances saines	0,4%	0,1%	0,3%	0,4%
Créances dégradées depuis l'origination	3,6%	0,3%		3,0%
Créances en défaut	55,4%	18,8%	33,3%	51,1%
Total des valeurs nettes (*)	15 634	4 897	347	20 878
<i>(*) Dt entreprises liées (Hs participations reçues et rémunérations versées)</i>	<i>57</i>	<i>226</i>	<i>145</i>	<i>428</i>

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2024
Valeur brute	15 299	5 160	370	20 829
Créances saines	13 493	5 095	365	18 953
<i>En % du total des créances</i>	<i>88,2%</i>	<i>98,7%</i>	<i>98,6%</i>	<i>91,0%</i>
Créances dégradées depuis l'origination	1 358	4		1 362
<i>En % du total des créances</i>	<i>8,9%</i>	<i>0,1%</i>		<i>6,5%</i>
Créances en défaut	448	61	5	514
<i>En % du total des créances</i>	<i>2,9%</i>	<i>1,2%</i>	<i>1,4%</i>	<i>2,5%</i>
Dépréciation	(376)	(13)	(3)	(392)
Dépréciation créances saines	(66)	(7)	(2)	(75)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>17,6%</i>	<i>53,8%</i>	<i>66,7%</i>	<i>19,1%</i>
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(61)			(61)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>16,2%</i>			<i>15,6%</i>
Dépréciation créances en défaut	(249)	(6)	(1)	(256)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>66,2%</i>	<i>46,2%</i>	<i>33,3%</i>	<i>65,3%</i>
Taux de couverture	2,5%	0,3%	0,8%	1,9%
Créances saines	0,5%	0,1%	0,5%	0,4%
Créances dégradées depuis l'origination	4,5%			4,5%
Créances en défaut	55,6%	9,8%	20,0%	49,8%
Total des valeurs nettes (*)	14 923	5 147	367	20 437
<i>(*) Dt entreprises liées (Hs participations reçues et rémunérations versées)</i>	<i>46</i>	<i>264</i>	<i>193</i>	<i>503</i>

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le Groupe Renault.

Sur l'activité clientèle, entre fin décembre 2024 et fin juin 2025, le taux de provisionnement du bucket 1 passe de 0,5% à 0,4%, le taux de provisionnement du bucket 2 a diminué de 4,5% à 3,6% et le taux de provisionnement du bucket 3 passe de 55,6% à 55,4%.

Sur l'activité réseaux, le taux de couverture du bucket 1 est stable, le taux de couverture du bucket 2 est à 0,3% à fin juin 2025 contre 0% à fin décembre 2024. Le taux de couverture du bucket 3 est à 18,8% contre 9,8% à fin décembre 2024.

Note 4.2 : Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2024	Augmentation (1)	Diminution (2)	Transfert (3)	Variations (4)	Autres (5)	06/2025
Dépréciation sur créances saines (*)	75	19	(14)	(28)	19	(3)	68
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	61	4	(4)	1	(4)		58
Dépréciation des créances en défaut	256	18	(35)	27	19		285
Total dépréciations des opérations avec la clientèle	392	41	(53)		34	(3)	411

(1) Augmentations = Dotation suite à nouvelle production

(2) Diminution = Reprise suite à remboursements, cessions ou abandons

(3) Transfert = Changement de classification

(4) Variations = Variation suite à ajustements des critères de risques (PD, LGD, ECL, Bucket...)

(5) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

Note 5 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	06/2025	12/2024
Créances d'impôts et taxes fiscales	203	215
Actifs d'impôts courants	34	35
Actifs d'impôts différés	3	4
Créances fiscales hors impôts courants	166	176
Comptes de régularisation et actifs divers	488	542
Créances sociales		1
Autres débiteurs divers	446	508
Comptes de régularisation actif	14	3
Valeurs reçues à l'encaissement	28	30
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	691	757

(*) Dont entreprises liées

271

337

Note 6 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre

6.1 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2025	12/2024
Dettes à vue envers les établissements de crédit	871	414
Comptes ordinaires créditeurs	424	210
Autres sommes dues	447	202
Dettes rattachées		2
Dettes à terme envers les établissements de crédit	16 792	16 859
Comptes et emprunts à terme	16 491	16 586
Dettes rattachées	301	273
Total des dettes envers les établissements de crédit (*)	17 663	17 273

(*) Dont entreprises liées

17 025

17 070

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

6.2 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2025	12/2024
Comptes créditeurs de la clientèle	76	89
Comptes ordinaires créditeurs	76	89
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	22	18
Autres sommes dues à la clientèle	18	14
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	4	4
Total des dettes envers la clientèle (*)	98	107

(*) Dont entreprises liées

4

5

6.3 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2025	12/2024
Titres de créances négociables (1)	37	30
Certificats de dépôt	37	30
Autres dettes représentées par un titre (2)	4 352	4 387
Autres dettes représentées par un titre	4 349	4 383
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	3	4
Total des dettes représentées par un titre (*)	4 389	4 417

(*) Dont entreprises liées

2 340

2 230

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par DIAC S.A.

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (DIAC S.A.).

Note 7 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	06/2025	12/2024
Dettes d'impôts et taxes fiscales	465	448
Passifs d'impôts courants	6	
Passifs d'impôts différés	451	442
Dettes fiscales hors impôts courants	8	6
Comptes de régularisation et passifs divers	599	557
Dettes sociales	39	46
Autres créiteurs divers	204	227
Comptes de régularisation passif	154	133
Dettes rattachées sur autres créiteurs divers	202	150
Comptes d'encaissement		1
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	1 064	1 005
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>214</i>	<i>160</i>

Le poste autres créiteurs divers intègre les dettes sur actifs loués activés sous IFRS 16. Les autres créiteurs divers et les dettes rattachées sur créiteurs divers concernent les factures non parvenues et les provisions des commissions d'apporteurs d'affaires à payer.

Note 8 : Provisions

En millions d'euros	12/2024	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2025
			Utilis ées	Non Utilis ées		
Provisions sur opérations bancaires	11	8		(9)		10
Provisions sur engagement par signature	4	7		(7)		4
Autres provisions	7	1		(2)		6
Provisions sur opérations non bancaires	43	2	(1)		(3)	41
Provisions pour engagements de retraite et ass.	36	1			(2)	35
Provisions pour restructurations	4		(1)		(1)	2
Provisions pour risques fiscaux et litiges		1				1
Autres provisions	3					3
Total des provisions	54	10	(1)	(9)	(3)	51

() Autres variations = Reclassement, Variation par capitaux propres*

Chacun des litiges connus dans lesquels DIAC S.A. ou DIAC Location sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

En cas de contrôles fiscaux, les redressements acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les redressements contestés sont provisionnés, au cas par cas, selon des estimations intégrant tant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés.

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de dispense d'activité, un dispositif d'aménagement des fins de carrière financée par l'entreprise.

Note 9 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2024	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2025
			Utilis ées	No n Utilis ées		
Dépréciations sur opérations bancaires	392	64	(28)	(14)	(3)	411
Opérations avec la clientèle	392	64	(28)	(14)	(3)	411
<i>Dont dépréciation sur créances saines</i>	75	15	(5)	(14)	(3)	68
<i>Dont dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination</i>	61	12	(15)			58
<i>Dont dépréciation des créances en défaut</i>	256	37	(8)			285
Provisions sur opérations non bancaires		1				1
Autres couvertures d'un risque de contrepartie		1				1
Provisions sur opérations bancaires	4	7		(7)		4
Provisions sur engagement par signature	4	7		(7)		4
Total couverture des risques de contreparties	396	72	(28)	(21)	(3)	416

(*) Autres variations = Reclassement

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 4.

Note 10 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	06/2025	12/2024
Dettes évaluées au coût amorti	371	234
Emprunts subordonnés	364	228
Dettes rattachées sur emprunts subordonnés	7	6
Dettes évaluées à la juste valeur	10	9
Titres participatifs	10	9
Total des dettes subordonnées (*)	381	243

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par DIAC S.A. pour un montant de 500 000 000 Francs

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale 60% du TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %.

L'emprunt est perpétuel.

Note 11 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2025
Actifs financiers	6 169	8 411	10 714	80	25 374
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 216	864	2 846		4 926
Prêts et créances sur la clientèle	4 953	7 547	7 868	80	20 448
Passifs financiers	5 710	4 661	11 786	374	22 531
Dettes envers les établissements de crédit	5 449	3 993	8 221		17 663
Dettes envers la clientèle	98				98
Dettes représentées par un titre	162	662	3 565		4 389
Dettes subordonnées	1	6		374	381

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2024
Actifs financiers	5 772	7 646	11 341	63	24 822
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 129	423	3 136		4 688
Prêts et créances sur la clientèle	4 643	7 223	8 205	63	20 134
Passifs financiers	5 777	4 641	11 385	237	22 040
Dettes envers les établissements de crédit	5 430	4 157	7 686		17 273
Dettes envers la clientèle	107				107
Dettes représentées par un titre	234	484	3 699		4 417
Dettes subordonnées	6			237	243

Note 12 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers et décomposition par niveau des actifs et des passifs

En millions d'euros - 30/06/2025	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	25 374		4 926	20 287	25 213	(161)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 926		4 926		4 926	
Prêts et créances sur la clientèle	20 448			20 287	20 287	(161)
Passifs financiers	22 531	11	22 544		22 555	(24)
Dettes envers les établissements de crédit	17 663		17 663		17 663	
Dettes envers la clientèle	98		98		98	
Dettes représentées par un titre	4 389		4 413		4 413	(24)
Dettes subordonnées	381	11	370		381	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

En millions d'euros - 31/12/2024	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	24 822		4 688	20 068	24 756	(66)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 688		4 688		4 688	
Prêts et créances sur la clientèle	20 134			20 068	20 068	(66)
Passifs financiers	22 040	10	22 047		22 057	(17)
Dettes envers les établissements de crédit	17 273		17 273		17 273	
Dettes envers la clientèle	107		107		107	
Dettes représentées par un titre	4 417		4 434		4 434	(17)
Dettes subordonnées	243	10	233		243	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les prêts et créances sur la clientèle, classés en Niveau 3, sont évalués au coût amorti au bilan. Les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations. En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées ci-dessous.

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 13 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque arrêté, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est

déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si le groupe Mobilize Financial Services France ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

- Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux derniers taux proposés par le groupe Mobilize Financial Services France pour des prêts de conditions et échéances similaires.

- Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs aux derniers taux pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

- Passifs financiers
- La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés au groupe Mobilize Financial Services France au 31 décembre 2024 et au 30 juin 2025 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de DIAC S.A. des émissions sur le marché secondaire contre 3 mois.

Note 13 : Accords de compensation et autres engagements similaires

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

En millions d'euros - 30/06/2025	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	397		397		395		2
Créances de financements Réseau (1)	397		397		395		2

En millions d'euros - 31/12/2024	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	428		428		398		30
Créances de financements Réseau (1)	428		428		398		30

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 397 M€ à celles du groupe Renault Retail Group en 2025, contre 428 M€ à fin décembre 2024. Leurs expositions sont couvertes à hauteur de 395 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault au groupe MFSF.

Note 14 : Engagements donnés

En millions d'euros	06/2025	12/2024
Engagements de financement	1 105	1 193
Engagements en faveur de la clientèle	1 105	1 193
Autres engagements donnés	11	
Engagements sur locations mobilières et immobilières	11	
Total des engagements donnés	1 116	1 193

Note 15 : Engagements reçus

En millions d'euros	06/2025	12/2024
Engagements de financement	3 470	3 860
Engagements reçus d'établissements de crédit	3 470	3 860
Engagements de garantie	10 911	10 864
Engagements reçus d'établissements de crédit	13	13
Engagements reçus de la clientèle	635	638
Engagements de reprise reçus	10 263	10 213
Total des engagements reçus (*)	14 381	14 724

(*) Dont entreprises liées

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière.

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe Mobilize Financial Services France amène donc une gestion active et rigoureuse de ses suretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 16 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	06/2025	06/2024	12/2024
Intérêts et produits assimilés	789	710	1 474
Opérations avec les établissements de crédit	97	122	234
Opérations avec la clientèle	187	206	411
Opérations de location financière	489	365	798
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	4		
Intérêts courus et échus des instruments financiers	12	17	31
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(151)	(144)	(297)
Opérations avec la clientèle	(35)	(34)	(71)
Opérations de location financière	(116)	(110)	(226)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	638	566	1 177
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>194</i>	<i>177</i>	<i>368</i>

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 17 : Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	06/2025	06/2024	12/2024
Opérations avec les établissements de crédit	(407)	(382)	(795)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(3)	(15)	(23)
Charges sur dettes représentées par un titre	(78)	(92)	(182)
Autres intérêts et charges assimilées			(1)
Total des intérêts et charges assimilées (*)	(488)	(489)	(1 001)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(413)</i>	<i>(397)</i>	<i>(827)</i>

Note 18 : Commissions

En millions d'euros	06/2025	06/2024	12/2024
Produits sur commissions	142	195	349
Commissions sur activités de services	8	48	61
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	78	72	136
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	38	59	113
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	18	16	39
Charges sur commissions	(66)	(102)	(172)
Commissions	(2)	(2)	(3)
Commissions sur les activités de services	(7)	(38)	(44)
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	(4)	(4)	(8)
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	(45)	(48)	(96)
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	(8)	(10)	(21)
Total des commissions nettes (*)	76	93	177
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	45	39	76

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Note 19 : Produits et charges nets des autres activités

En millions d'euros	06/2025	06/2024	12/2024
Autres produits d'exploitation bancaire	100	99	220
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	53	52	104
dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles		1	1
Opérations de location opérationnelle	46	46	89
Autres produits d'exploitation bancaire	1	1	27
dont reprise de provisions pour risques bancaires			1
Autres charges d'exploitation bancaire	(97)	(85)	(175)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(56)	(41)	(91)
dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles	(4)		
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(3)	(6)	(11)
Opérations de location opérationnelle	(36)	(35)	(71)
Autres charges d'exploitation bancaire	(2)	(3)	(2)
Autres produits et charges d'exploitation		1	
Autres produits d'exploitation		1	6
Autres charges d'exploitation			(6)
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	3	15	45
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	(1)	(1)	(1)

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services sont présentés en note 18.

Note 20 : Charges générales d'exploitation et des effectifs

En millions d'euros	06/2025	06/2024	12/2024
Frais de personnel	(60)	(58)	(120)
Rémunération du personnel	(18)	(20)	(39)
Charges de retraites et assimilées	(8)	(7)	(14)
Autres charges sociales	(25)	(25)	(56)
Autres charges de personnel	(9)	(6)	(11)
Autres frais administratifs	(36)	(46)	(70)
Impôts et taxes hors IS	(8)	(10)	(11)
Loyers	(1)	(2)	(3)
Autres frais administratifs	(27)	(34)	(56)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(96)	(104)	(190)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>51</i>	<i>41</i>	<i>97</i>

Effectif moyen en nombre	06/2025	06/2024	12/2024
Effectif moyen en nombre	1 588	1 154	1 609
Effectif moyen en nombre	1 588	1 154	1 609

Note 21 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	06/2025	06/2024	12/2024
Coût du risque sur financement clientèle	(33)	(50)	(66)
Dotations pour dépréciation	(54)	(84)	(174)
Reprises de dépréciation	44	56	152
Pertes sur créances irrécouvrables	(37)	(32)	(66)
Récupérations sur créances amorties	14	10	22
Coût du risque sur financement des Réseaux	(6)	(2)	(8)
Dotations pour dépréciation	(9)	(4)	(12)
Reprises de dépréciation	3	2	4
Coût du risque sur autres activités	1		(1)
Variation des dépréciations des autres créances	1		(1)
Total du coût du risque	(38)	(52)	(75)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Au 30 juin 2025, le total coût du risque s'établit à 37,5 M€ dont 33 M€ sur le financement clientèle (soit 0,44% des Actifs Productifs Moyens) et une dotation de 6 M€ (soit 0,29 % des Actifs Productifs Moyens) sur le financement réseau.

Sur l'activité clientèle, le coût du risque (-33 M€), les principaux mouvements intervenus au cours du premier semestre 2025 sont :

- Une augmentation nette de provision de 10 M€ sur les encours du bucket 1, 2 et 3 ;
- Un montant d'abandon de créances nette de provision et de récupération de 23 M€.

Sur l'activité Réseau (financement des concessionnaires), le coût du risque affiche une dotation nette de 6 M€.

➤ **Ajustements post-modèle - Forward Looking**

Les ajustements post-modèle sur base d'informations prospectives et de scénarios macroéconomiques dite Forward Looking intègrent une approche sectorielle et statistique.

L'ajustement sectoriel couvre les risques propres à certains secteurs d'activité, dont les entreprises opérant dans ces secteurs et les particuliers travaillant dans ces entreprises. Chaque semestre, Mobilize Financial Services se base sur l'analyse de Coface qui établit les perspectives pour les principaux secteurs économiques par zone géographique.

Actuellement, selon cette étude, les secteurs considérés comme présentant le risque le plus élevé dans une perspective sectorielle prospective sont la construction, le textile-habillement, la métallurgie et le secteur de l'automobile. Ce dernier secteur contribue à une hausse des provisions de 2,8 M€ dont 0,9 M€ affectés au financement du réseau.

Le total des provisions sectorielles atteint 8,9 M€.

La provision basée sur une approche statistique s'appuie sur trois scénarios :

- Scénario « Stability » : Stabilité pendant les trois prochaines années des paramètres des pertes attendues ou ECL (Expected Credit Losses), sur la base des derniers paramètres de risque disponibles ;
- Scénario « Baseline » : Utilisation des paramètres de projection issus de modèles internes. Les paramètres PD et LGD sont projetés en fonction des prévisions des indicateurs macroéconomiques correspondant au scénario « Baseline » établi par la BCE ;
- Scénario « Adverse » : Approche similaire au scénario « Baseline » mais avec utilisation de données macro-économiques dégradées établies par la BCE. Ces données sont utilisées pour modéliser des PD/LGD plus élevées, entraînant des pertes attendues (ECL) plus importantes.

Les scénarios sont pondérés selon leur probabilité et les perspectives économiques (PIB, chômage, inflation).

La provision statistique correspond à l'écart entre la moyenne pondérée des scénarios et le scénario Stability.

L'amélioration des indicateurs macroéconomiques et la stabilisation politique ont permis de réduire le poids du scénario « Adverse » de 5 points, au profit du scénario « Baseline » par rapport au 31 décembre 2024.

Clientèle et réseau	FL Scénario Poids – Décembre 2024			FL Scénario Poids – Juin 2025			Variation		
	Stability	Baseline	Adverse	Stability	Baseline	Adverse	Stability	Baseline	Adverse
France	0,25	0,50	0,25	0,25	0,55	0,20		0,05	-0,05

Evolution des paramètres de calcul de la provision prospective et statistique réalisée au 30 juin 2025

Activité financement clientèle

À la suite des changements de pondérations des différents scénarios, la provision forward looking statistique Clientèle s'établit à 17 M€ à fin juin 2025, contre 33 M€ à fin décembre 2024.

Activité financement réseaux

La pondération de chacun des scénarios a été alignée avec les pondérations observées sur l'activité de financement clientèle.

À la suite de ces changements de pondérations, la provision de forward looking statistique Réseaux s'établit à 2 M€ à fin juin 2025 contre 2 M€ en décembre 2024.

Forward looking total : Activité financement Clientèle et Réseaux :

Approche statistique : 19 M€ à fin juin 2025 contre 35 M€ à fin décembre 2024.

Approche sectorielle : 9 M€ à fin juin 2025 contre 6 M€ à fin décembre 2024.

Les provisions statistiques et sectorielles à fin juin 2025 s'établissent à 28 M€ contre 41 M€ à fin décembre 2024.

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	06/2025
France	10	12	3	2		1	28

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	12/2024
France	19	16	4	2			41

➤ Ajustements post-modèle - Expertise

Les ajustements post-modèle à dire d'expert sont apportés lorsque des informations complémentaires permettent d'affiner les modèles statistiques. Ces ajustements sont classés en quatre catégories : risque de crédit relatif aux clients fragiles, risque individuel sur contrepartie(s) entreprise(s), risque de non-adéquation statistique (paramètres de risque), autres provisions à dire d'expert (par exemple, risques identifiés sur des sous-portefeuilles, ajustements sur des contrats en défaut ou présentant des impayés).

L'ensemble des ajustements représente une diminution de 8% du montant total des pertes de crédit attendues au 30 juin 2025, contre une dotation nette de 5% au 31 décembre 2024 et de 1% au 30 juin 2024.

Les principales zones de jugement et d'estimation pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2025 sont donc identiques à celles détaillées dans les comptes annuels 2024.

Note 22 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	06/2025	06/2024	12/2024
Impôts exigibles	(20)	(14)	(24)
Impôts courants sur les bénéfices	(20)	(14)	(24)
Impôts différés	(8)	39	46
Impôts différés	(8)	39	46
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(28)	25	22

Le taux effectif d'impôts du Groupe s'établit à 30,39% au 30 juin 2025 contre -88,94% au 30 juin 2024 et -16,93% au 31 décembre 2024.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus à l'Administration fiscale française.

Elle inclut chez DIAC Location une surtaxe d'impôt sur les sociétés d'un montant de 4 M€ au 30 juin 2025.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Note 23 : Evènements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'évènement postérieur à la clôture.